

Des policiers de l'Onu pour "observer" le Burundi

Deutsche Welle, 20.07.2016 La France a proposé au Conseil de sécurité de déployer 228 policiers onusiens pour tenter de freiner les violences au Burundi. Selon le projet, ces hommes seraient envoyés à Bujumbura et dans le reste du pays pour un an. La mission pourrait être prolongée ou modifiée en cas d'aggravation de la situation. Les autorités burundaises, qui, par le passé, ont refusé une mission de stabilisation proposée par l'Union africaine, ne voient pas l'utilité de ces policiers.

Pour Albert Shingiro, ambassadeur du Burundi auprès des Nations-Unis, le calme étant revenu dans son pays, l'envoi de 228 policiers sur place serait superflu. "Bujumbura a retrouvé la paix (...) ce n'est plus d'actualité d'envoyer des éléments de police de l'Onu" (Albert Shingiro, ambassadeur du Burundi auprès de l'Onu) Bujumbura pourrait en revanche donner son accord à une proposition validée par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon et qui consisterait à envoyer entre 20 et 50 hommes, non armés, en mission d'observation. Pour Marie Lamensch, de l'Institut monr alais d'étude sur le génocide et les droits de la personne, ce serait d' j à un premier pas symbolique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#)